



Si un de vos proches ou vous-même êtes interrogé par ICE sans votre consentement pendant que vous êtes en détention – ou injustement transféré à ICE par une prison locale – appelez le **1-844-878-7801**. Vérifiez vos messages chaque jour.

Le TRUTH Act est un pas de plus dans la lutte pour tenir ICE hors de la Californie. Informez-vous plus en visitant: www.catruthact.org

Ceci ne doit pas être considéré comme un conseil juridique.

The TRUTH ACT:

Soyez Informé de Vos droits!

A compter du 1er janvier 2017, une nouvelle loi californienne appelée **TRUTH Act** protège les droits fondamentaux des immigrants détenus dans les prisons locales. **Soyez Informé de Vos droits!**

Vous avez toujours le droit de garder le silence.

Quand vous parlez à ou êtes en face des forces de l'ordre, tout ce vous dites peut et sera utilisé contre vous – ne dites rien sur votre statut d'immigration, citoyenneté, quand ou comment vous êtes entré aux Etats Unis ou votre pays d'origine.

Vous avez le droit de dire “non” pour un entretien avec *Immigration and Customs Enforcement (ICE)* (*Service de l'immigration et de l'application de la réglementation douanière*).

Conformément au Truth Act, ICE peut vous interroger en prison seulement si auparavant vous avez **signé** un formulaire de consentement que vous acceptez d'être interrogé (e). **Cela signifie que vous avez le droit de refuser d'être interrogé (e) et par conséquent de garder le silence.**

Si pour une raison quelconque, ICE essaie de vous interroger, vous pouvez leur opposer votre droit de garder le silence. **Vous pouvez aussi demander que votre avocat soit présent.** Si vous n'avez pas un avocat d'immigration, vous pouvez trouver un à vos propres frais ou, dans certaines régions, à une organisation locale à but non lucratif.

Vous avez le droit de le savoir si des agents de ICE vous cherche pendant que vous êtes en prison.

Conformément au Truth Act, la police et les sheriffs doivent vous remettre une copie de toute détention par ICE (requête de ICE adressée à la prison pour vous retenir en détention pour une période supplémentaire) ou demande de notification provenant de ICE (requête par ICE sur la date et le moment de votre mise en liberté).

La police ou le bureau du sheriff doit aussi vous informer – et votre avocat ou une personne de votre choix – par écrit si vous allez dire à ICE quand vous serez mis en liberté. Ceci vous donne plus de temps pour plaider votre cas.

Dans la plupart des cas, il est illégal que des prisons locales détiennent quelqu'un pour une période supplémentaire, juste afin d'expulser la personne du pays. Si des forces de l'ordre, comme la police ou le bureau du sheriff, vous détiennent sur une injonction de ICE sans avoir une raison probable provenant d'un juge, vous pouvez les poursuivre en justice et elles pourraient vous dédommager.